

Le statu quo est une perspective peu attrayante. La meilleure solution qui existe semble être une entente de libre-échange avec les États-Unis bien qu'il ne soit pas dénué de risques et puisse lancer aux compagnies textiles de formidables défis. Par ailleurs, nous avons constamment accru nos exportations aux États-Unis et avons fait des investissements considérables dans les nouvelles technologies.

L'Institut canadien des textiles accepte de relever le défi. Il se propose d'accroître ses exportations aux États-Unis. On lit ensuite ce qui suit dans le mémoire:

Un nombre croissant d'entreprises sont en faveur du libre-échange. Elles se rendent compte des possibilités et des avantages et sont disposées à prendre le risque plutôt que d'accepter le statu quo.

Une majorité croissante d'entreprises croient qu'elles pourraient survivre dans un régime de libre-échange en Amérique du Nord pourvu que les modalités d'adaptation et de transition soient satisfaisantes.

Eric Barry, président de l'Institut canadien des textiles a déclaré:

A mon avis, les industries canadiennes du textile et du vêtement feraient face à un avenir plus brillant grâce à un accord de libre-échange.

Les faits sont là. Je viens de parler de l'augmentation des exportations de textiles vers les États-Unis. Lorsque les barrières tarifaires seront abolies, ces produits pourront passer outre frontière sans difficulté aucune.

Le problème du NPD, le député nous en a parlé, c'est qu'il vit d'introspection. Il ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Il se retranche derrière des barrières, des barrières qui protègent son petit Canada étrié. Les néo-démocrates ne font pas confiance aux Canadiens, ils ne croient pas qu'ils sont productifs et concurrentiels. Ils n'ont absolument pas foi dans les Canadiens. Voilà la différence entre les dinosaures du Nouveau parti démocratique et l'attitude et la politique éminemment progressistes que le gouvernement préfère.

Nous croyons dans les capacités des Canadiens, nous sommes convaincus de leur compétitivité, de leur esprit d'entreprise. Nous croyons que nous avons l'un des meilleurs systèmes d'enseignement du monde. Nous avons une main-d'oeuvre qui est maintenant bien plus productive que celle des États-Unis. Le fait a été démontré tant et plus.

Le vice-président d'IBM me disait l'autre soir que l'usine la plus productive de sa société est celle de Bromont, au Québec. Celle de Don Mills, en Ontario, vient au deuxième rang. N'est-ce pas intéressant? Qu'on ne vienne pas me dire que les Canadiens sont incapables de livrer concurrence.

L'autre jour, j'ai assisté à l'inauguration d'un magasin de la chaîne Computerland, qui est la plus grande société canadienne au Canada dans le domaine de l'informatique. Sur 52 sociétés au Canada, elle vient au troisième rang. J'ai demandé à l'un de ses représentants si l'accord de libre-échange lui inspirait des craintes, si cela allait le mettre en difficulté. Voici ce qu'il m'a répondu: «Vous voulez rire? Cela nous donne bien plus de possibilités que vous n'imaginez. Nous sommes maintenant au troisième rang au Canada, la première des sociétés canadiennes en informatique. Nous serons bientôt au premier rang de toutes les sociétés». Il y avait environ 800 personnes à l'inauguration. Lorsque nous avons parlé de libre-échange, nous avons cru que les murs allaient s'écrouler. Tous manifestaient un enthousiasme sans borne et attendaient impatiemment de relever les défis.

Pourquoi les députés néo-démocrates ont-ils si peur d'un accord si profitable pour le Canada? Je répondrai à l'une des

Les subsides

questions de la députée. Elle a demandé pourquoi les programmes sociaux n'étaient pas inclus dans l'Accord. C'est parce qu'il ne s'agit pas d'un document social, mais d'un document économique. Nous nous occupons de commerce et non pas de politique sociale. Il n'est absolument pas question de politique sociale dans cet Accord.

Mme Mitchell: Madame la Présidente, cela fait changement de voir sourire le député. Je suis heureuse de constater qu'il s'amuse. Je tiens à dire que cela ne se produit pas très souvent dernièrement.

Le député peut dire ce qui lui plaît au sujet du Nouveau parti démocratique. Rien ne l'en empêche. Cependant, s'il veut certains faits, je pense qu'il aurait mieux fait de regarder les sondages pour voir ce que les Canadiens pensent de son parti et du Nouveau parti démocratique.

M. McDermid: Vous venez tout juste de perdre cinq points; faites attention.

Mme Mitchell: Il n'y a aucun problème. Sauf erreur, son parti ne remporte pas un très grand succès depuis quelque temps.

Le député parle d'une confiance injustifiée. Bien entendu, il a une confiance injustifiée dans sa position, tout comme j'ai confiance dans la mienne. La seule différence réside dans le fait qu'il fait partie du gouvernement et qu'il est donc en mesure d'exiger des études spéciales permettant d'obtenir des faits sur certaines des choses en question, comme les pertes d'emplois. Or, au lieu d'agir ainsi, il fait des hypothèses également.

Nous voulons plus de temps, afin que les députés de tous les côtés puissent obtenir davantage de données précises et de prévisions réelles sur les conséquences de cet accord. C'est ce que le gouvernement a si peur de faire. Il ne veut même pas que les Canadiens entendent parler de la transaction en question, et encore moins qu'ils aient leur mot à dire. Selon moi, le semblant de consultations qui se déroulent à l'heure actuelle sont une honte.

Je suis heureux de voir que le comité parcourt maintenant le pays, car cela montrera aux Canadiens, d'une façon encore beaucoup plus frappante que s'il était resté à Ottawa, à quel point les audiences en question sont une fumisterie. Selon moi, j'ai consacré déjà suffisamment de temps à la question.

[Français]

M. Leblanc: Madame la Présidente, encore une fois, il me fait plaisir de parler sur le libre-échange et de répondre aux questions de la députée.

Elle disait tantôt que les Canadiens n'étaient pas suffisamment instruits, que le Canada n'était pas suffisamment riche, que les Canadiens n'étaient pas suffisamment audacieux, dans ses termes à elle, elle disait tout cela.

Et moi je peux vous dire que les Canadiens... notre pays a suffisamment de richesses humaines et naturelles pour faire face à ce grand défi qu'est le libre-échange.

Si les Canadiens actuellement semblent avoir peur de ce grand défi, c'est justement que l'opposition est en train de, avec des faussetés, répondre à ce que le projet lui-même est énoncé.

Je suis convaincu que les Canadiens, après leur avoir expliqué la vérité au sujet de ce grand défi de libre-échange, ce